



2727 COWORKING / RECHERCHE ET CONSEILS PRATIQUES

Bureau virtuel à Montréal : coûts, légalité et guide de mise en place

Find a practical home for your work at 2727 Coworking in Montreal. Explore private offices, day workspaces and meeting rooms, plus business-address and virtual-mailbox services for your company.

Publié par 2727 Coworking · 2026-07-10 · bureau virtuel à Montréal · adresse d'affaires virtuelle à Montréal · prix d'un bureau virtuel à Montréal · bureau virtuel pas cher à Montréal · enregistrement d'une adresse d'affaires à Montréal · registre des entreprises du Québec · boîte postale virtuelle à Montréal · cotravail à Montréal

Article original : <https://2727coworking.com/articles/fr/bureau-virtuel-montreal-couts-legalite-mise-en-place>

Dans cet article

1. Sommaire
 2. Introduction et contexte
 3. Qu'est-ce qu'un bureau virtuel? Définitions, niveaux de service et structure du marché montréalais
 4. Premier niveau : adresse d'affaires seulement
 5. Deuxième niveau : adresse et gestion du courrier
 6. Troisième niveau : forfaits de services complets
 7. Éléments de base : adresse d'affaires, gestion du courrier, réception et accès aux salles de réunion
 8. Le cadre juridique : immatriculer et exploiter une entreprise à une adresse virtuelle au Québec
 9. Entreprises individuelles
 10. Personnes morales
 11. Droits d'immatriculation
 12. Immatriculation d'entreprises extraprovinciales et étrangères
 13. Inscription aux fichiers des taxes de vente
 14. Choisir un fournisseur : mise en place, frais cachés et considérations pratiques
 15. Conditions du contrat et mise en place
 16. Frais cachés à surveiller
 17. Prestige de l'adresse et quartier
 18. Délai d'activation habituel
 19. Possibilités d'évolution et souplesse
 20. Analyse des données et éléments probants
 21. Études de cas et exemples concrets
 22. Entrepreneur individuelle à domicile qui s'immatricule au REQ (exemple hypothétique)
 23. Fondatrice d'un commerce électronique d'une autre province qui constitue une société au fédéral (exemple hypothétique)
 24. Petit cabinet-conseil qui passe d'une adresse virtuelle à un abonnement de cotravail (exemple hypothétique)
 25. Retraité migrateur et professionnel en déplacement utilisant une boîte postale virtuelle
 26. Incidences et perspectives
 27. Foire aux questions (FAQ)
 28. Conclusion
 29. Références
-

Sommaire

Un bureau virtuel à Montréal coûte généralement entre 40 \$ et 300 \$ par mois. Les forfaits de base offrant seulement une adresse d'affaires se situent surtout entre 40 \$ et 115 \$ (www.instantoffices.com) (www.davincivirtual.com); les forfaits intermédiaires comprenant la numérisation du courrier et des crédits de location de salles de réunion coûtent de 79 \$ à 139 \$ (nuage-b.com) (ashantibusiness.com); et les forfaits complets regroupant la réponse aux appels, des journées d'accès à un espace de travail partagé et une adresse prestigieuse au centre-ville atteignent de 150 \$ à 300 \$, voire plus (www.davincivirtual.com). Alliance Virtual Offices, un agrégateur indépendant établi aux États-Unis, décrit la tendance nationale de façon presque

identique, indiquant que « a virtual office costs between \$49 and \$300 per month, depending on location, provider, and which services are included » (www.alliancevirtualoffices.com). De même, le courtier MatchOffice, qui couvre Montréal, précise que « rental fees for this office range from about \$30 to \$350 per month » (www.matchoffice.com). Des exploitants mondiaux comme Regus et sa marque sœur Spaces annoncent des prix de départ de 3 \$ par jour pour une simple adresse d'affaires (www.regus.com) (www.spacesworks.com), tandis que des spécialistes de la boîte postale virtuelle comme Swivl et C-Band Mailbox proposent des abonnements consacrés uniquement au courrier à partir d'environ 4,99 \$ à 89 \$ par mois, selon la durée de l'engagement et les fonctionnalités (swivl.ca).

Sur le plan juridique, le Québec permet d'utiliser une adresse de bureau virtuel comme adresse d'entreprise au registre, mais les règles diffèrent selon la forme juridique. Le Registraire des entreprises (REQ) exige que l'adresse du domicile d'un entrepreneur individuel soit celle de sa résidence, à moins qu'il utilise une adresse professionnelle désignée, et indique explicitement, au sujet de cette adresse professionnelle, que « it is not possible to provide a P.O. box as a business address » (www.quebec.ca). Les personnes morales, qu'elles soient constituées sous le régime provincial ou fédéral, doivent maintenir une adresse de siège où des documents juridiques peuvent être signifiés. Corporations Canada confirme que « every incorporated business must have a registered office address and a board of directors » (ised-isde.canada.ca), une exigence à laquelle une adresse municipale de bureau virtuel répond, pourvu que le courrier y soit reçu de façon fiable. La constitution en société au fédéral coûte 200 \$ en ligne auprès de Corporations Canada (ised-isde.canada.ca), tandis que les droits d'immatriculation au REQ pour une personne physique exploitant une entreprise individuelle s'élèvent à environ 41 \$ pour le traitement régulier, selon le barème de droits publié par le gouvernement (cdn-contenu.quebec.ca). Les entreprises dont les fournitures taxables dépassent 30 000 \$ sur quatre trimestres consécutifs doivent également s'inscrire aux fichiers de la TPS et de la TVQ, quel que soit le type d'adresse utilisé (www.revenuquebec.ca).

Le marché montréalais des espaces de travail flexibles est suffisamment développé pour soutenir cet écosystème : la ville compte environ 90 à 100 espaces de travail partagé, le Québec regroupe 314 des quelque 1 448 entreprises de cotravail recensées au Canada (www.poidata.io), et le courtier immobilier commercial MatchOffice décrit l'agglomération de Montréal comme « home to almost 60 thousand businesses » (www.matchoffice.com). Selon les projections de Market Research Future, le marché mondial des bureaux virtuels devrait passer d'environ 24,58 milliards de \$ en 2025 à 52,29 milliards de \$ d'ici 2035 (www.marketresearchfuture.com). La demande est renforcée par un marché de la location de bureaux au ralenti : JLL rapporte que le taux d'inoccupation national des bureaux au Canada s'est maintenu à 18,1 % au premier trimestre de 2026, tandis que Montréal enregistrait sa première baisse trimestrielle de ce taux depuis 2020 (www.jll.com). Cette situation pousse tant les propriétaires que les exploitants d'espaces flexibles à se faire concurrence sur les prix et les commodités pour attirer précisément la clientèle des bureaux virtuels.

Pour la plupart des travailleurs autonomes, des vendeurs en ligne et des petites entreprises, la décision pratique consiste moins à déterminer si un bureau virtuel est légal — il l'est généralement, avec des réserves propres à chaque forme juridique — qu'à choisir le niveau de service qui répond à leurs besoins de conformité et de crédibilité : une simple adresse postale pour les déclarations au REQ, un abonnement de numérisation du courrier pour les activités quotidiennes, ou un forfait complet avec salles de réunion et réponse téléphonique pour les échanges avec les clients. 2727 Coworking, un exploitant d'espace de travail partagé de Griffintown situé au bord du canal de Lachine, illustre l'offre complémentaire d'espaces physiques que de

nombreux utilisateurs de bureaux virtuels finissent par ajouter : des postes de travail non attitrés à partir de 300 \$ par mois, des postes attitrés à 450 \$ et des bureaux privés de 600 \$ à 3 000 \$ selon la taille de l'équipe, avec accès 24/7, Internet gigabit et utilisation gratuite de la salle de conférence. Ce rapport examine l'ensemble du marché : ce que comprennent les bureaux virtuels, leur traitement en droit québécois, leurs prix chez une douzaine de fournisseurs et les étapes pour en mettre un en place correctement.

Introduction et contexte

À Montréal, l'expression « bureau virtuel » englobe une vaste gamme de services, de la simple adresse postale utilisée uniquement dans les documents de constitution en société à un service de réception doté de personnel, avec réponse téléphonique, numérisation du courrier et salles de réunion sur réservation. Leur point commun est de dissocier l'adresse juridique ou publique d'une entreprise de toute obligation pour son propriétaire de travailler sur place. Cette distinction a pris de plus en plus d'importance avec l'essor du télétravail, du commerce électronique et des cabinets-conseils à une seule personne partout au Québec, ainsi qu'avec la hausse du taux d'occupation des bureaux commerciaux, qui donne aux locataires un pouvoir de négociation inhabituel (www.jll.com).

Trois groupes alimentent la demande de bureaux virtuels à Montréal. Le premier réunit les entrepreneurs à domicile et les **entrepreneurs individuels** qui souhaitent éviter que leur adresse résidentielle figure dans les registres publics des entreprises et sur leurs cartes professionnelles. Le deuxième est composé d'entreprises d'autres provinces ou de l'étranger qui ont besoin d'une présence légitime au Québec ou au Canada pour s'immatriculer auprès du Registraire des entreprises ou satisfaire aux exigences des places de marché et des banques, sans s'engager dans un bail. Le troisième comprend les petites équipes et les jeunes entreprises en croissance qui ont besoin à l'occasion d'une salle de réunion ou d'un crédit de location de bureau à la journée en complément de leur adresse postale, mais qui n'ont pas encore besoin de postes de travail permanents. Les discussions en ligne confirment que cette pratique est courante et généralement acceptée par les organismes de réglementation : un participant à un forum sur la petite entreprise a résumé la position fédérale en soulignant que les organismes gouvernementaux « don't care if it's a co-working space, UPS box, or virtual office, as long as it's valid and consistent » (www.reddit.com).

Le marché montréalais des bureaux virtuels s'inscrit dans le secteur canadien plus vaste et bien documenté du cotravail et des espaces de travail flexibles. Le Québec compte 314 des quelque 1 448 entreprises recensées au pays dans la catégorie du cotravail, derrière l'Ontario seulement, qui en compte 480 (www.poidata.io). À Montréal même, le fournisseur de données de marché Easy Space recense environ 90 espaces de travail partagé existants pour une population d'environ 1,8 million d'habitants et qualifie la ville de « moderate market » pour les nouveaux venus (easyspace.app). De son côté, MatchOffice, une place de marché de l'immobilier commercial, décrit Montréal comme la « second-most-populous city, with over 1,7 million residents, » du Canada, dont les secteurs d'activité comprennent « aerospace, finance, transport, logistics, pharmaceuticals, technology, design, and others » (www.matchoffice.com). Des exploitants multinationaux comme Regus et Spaces, des entreprises montréalaises spécialisées comme Ashanti Business Center, Nuage B et Swivl, ainsi que des spécialistes de la réexpédition du courrier comme C-Band Mailbox se font concurrence sur les prix, le prestige de l'adresse et l'étendue des services supplémentaires.

Ce rapport répond aux questions auxquelles une personne qui envisage un bureau virtuel à Montréal a concrètement besoin de réponses : quels services sont généralement inclus, combien ils coûtent sur le marché, si une adresse virtuelle peut servir à l'immatriculation d'une entreprise au Québec et de quelle façon, quelles autres options de boîte postale existent, quels frais cachés surveiller et comment évaluer les fournisseurs. Il s'appuie sur des pages de tarification, des registres gouvernementaux et des études de marché à jour en juillet 2026, et signale les quelques points sur lesquels les sources divergent réellement.

Qu'est-ce qu'un bureau virtuel? Définitions, niveaux de service et structure du marché montréalais

Un **bureau virtuel** est un service qui fournit à une entreprise une adresse postale physique et un ensemble de services liés à cette adresse — gestion du courrier, accès occasionnel à une salle de réunion, parfois réponse téléphonique — sans l'obliger à louer ni à occuper une superficie qui lui est réservée à cette adresse. Il se distingue de trois produits connexes avec lesquels on le confond fréquemment :

- Une **case postale**, louée directement auprès de Postes Canada, fournit uniquement un numéro de case dans un bureau de poste; les documents de Postes Canada précisent que les cases « start as low as \$69 for 3 months » et qu'il faut se déplacer pour récupérer son courrier (www.canadapost-postescanada.ca).
- Une **boîte postale virtuelle**, offerte par des spécialistes comme C-Band Mailbox et Swivl, fournit une véritable adresse municipale ainsi que la numérisation du courrier, sa réexpédition et des avis numériques, mais généralement sans salles de réunion ni services de réception; C-Band décrit ainsi la distinction fondamentale : « PO Boxes only provide a box number, while virtual mailbox street addresses provide a real street address » (cbandmailbox.com).
- Un **forfait de bureau virtuel complet**, offert par les marques d'IWG (Regus, Spaces, HQ), Davinci Virtual et des exploitants montréalais spécialisés, combine une adresse d'affaires prestigieuse, la gestion du courrier, des crédits de location de salles de réunion et, souvent, un numéro de téléphone local avec réponse aux appels par une personne.

Dans la catégorie des « bureaux virtuels complets », les fournisseurs répartissent généralement leur offre en au moins trois niveaux. Déterminer le niveau dont on a réellement besoin est la première décision à prendre. Alliance Virtual Offices, un agrégateur national présent aux États-Unis et au Canada, présente explicitement cette segmentation en trois fourchettes de prix : la moins chère est décrite comme « \$49-\$75 Per Month: Basic Address, », l'intermédiaire comme « \$100-\$150 Per Month: Standard Bundle, » et la supérieure comme « \$150-\$300 Per Month: Full Service » (www.alliancevirtualoffices.com). Le marché montréalais correspond étroitement à cette structure, comme le montrent les niveaux suivants.

Premier niveau : adresse d'affaires seulement

L'option de départ la moins chère et la plus courante est une simple adresse d'affaires utilisée dans les documents de constitution en société, sur les cartes professionnelles et dans une fiche d'établissement Google, avec réception de base du courrier. Regus la présente comme son produit de bureau virtuel le moins cher, expliquant que « a business address... is typically the lowest priced option for our virtual office services in Montréal. It allows you to use the address on business documents and receive mail, but it doesn't come with the additional package benefits » (www.regus.com). Instant Offices affiche des offres montréalaises d'adresse seulement allant de 40 \$ à 139 \$ par mois dans environ 40 immeubles (www.instantoffices.com), et l'adresse virtuelle montréalaise la moins chère de Davinci Virtual, au 1155, rue Metcalfe, est affichée à 60 \$ US par mois (www.davincivirtual.com). Alliance Virtual Offices décrit ce que ce premier niveau comprend habituellement : « a professional business address at a staffed commercial office, typically one mail handling per month, and the ability to use the address on your website, business cards, and license applications, », tout en excluant explicitement « a phone number, meeting room access, or receptionist service » (www.alliancevirtualoffices.com).

Deuxième niveau : adresse et gestion du courrier

Le niveau intermédiaire ajoute une gestion structurée du courrier : numérisation en PDF, réexpédition planifiée et réception de colis livrés par des transporteurs autres que Postes Canada. Le forfait de Nuage B à Saint-Henri, offert à partir de 79 \$ par mois, regroupe la réexpédition et la numérisation du courrier avec l'adresse elle-même (nuage-b.com). À son emplacement de Queen Mary, Swivl propose son « Virtual Office Mailbox Membership » à un prix allant de 69 \$ par mois avec un engagement annuel à 89 \$ par mois avec facturation mensuelle, en le présentant explicitement comme une solution de rechange à l'affichage de « a PO box number » (swivl.ca).

Troisième niveau : forfaits de services complets

Le niveau supérieur ajoute la réception par du personnel, la réponse téléphonique et un accès inclus à des bureaux privés, à des postes de travail partagés ou à des salles de réunion. L'offre d'Ashanti Business Center dans le Vieux-Montréal distingue le service « Business Domiciliation » (adresse seulement, à partir de 139 \$/mois) d'un « Telephone Service » distinct avec réponse personnalisée aux appels (à partir de 279 \$/mois) (ashantibusiness.com). Regus et Spaces commercialisent tous deux un forfait combiné « Virtual Office Plus »; Spaces précise qu'il comprend « a business address, phone services, and five days' access each month to private offices or coworking spaces » (www.spacesworks.com). L'offre montréalaise haut de gamme de Davinci Virtual, au McGill Street Executive Center, coûte 197 \$ US par mois (www.davincivirtual.com).

Éléments de base : adresse d'affaires, gestion du courrier, réception et accès aux salles de réunion

Peu importe le niveau de service, la plupart des contrats de bureau virtuel à Montréal reposent sur le même ensemble d'éléments distincts, facturés séparément. Bien comprendre ces éléments permet de comparer les fournisseurs sur une base équivalente plutôt qu'en fonction du seul prix annoncé.

- **Une adresse municipale physique**, utilisée pour les formalités de constitution en société, les cartes professionnelles, les factures, les opérations bancaires et les inscriptions en ligne. C'est le seul élément inclus à tous les niveaux de bureau virtuel, et c'est ce qui distingue un bureau virtuel d'une case postale lorsqu'une adresse municipale est exigée, par exemple pour l'adresse professionnelle d'une personne, puisque le registre des entreprises du Québec indique explicitement que « a natural person's business address is the natural person's main place of work or business. It is not possible to provide a P.O. box as a business address » (www.quebec.ca).
- **La réception et la gestion du courrier**, c'est-à-dire que le personnel reçoit physiquement le courrier et les colis à l'adresse. Les forfaits de base s'en tiennent à ce service; les forfaits plus complets ajoutent des avis — un courriel ou une alerte avec photo à l'arrivée d'un envoi.
- **La numérisation du courrier**, qui consiste à ouvrir les enveloppes reçues, avec consentement, et à en numériser le contenu. Davinci Virtual facture ce service comme un supplément distinct à son emplacement de la tour IA, en affichant « Mail Scanning - \$50.00/month » séparément du prix de base de l'adresse (www.davincivirtual.com).
- **La réexpédition du courrier**, soit l'acheminement physique du courrier à une autre adresse selon un calendrier établi. Au même emplacement, Davinci distingue les options « Weekly Mail Forwarding - \$50.00/month » et « Monthly Mail Forwarding - \$30.00/month » (www.davincivirtual.com), ce qui illustre à quel point une tarification détaillée des suppléments peut modifier sensiblement le coût mensuel réel par rapport au tarif de base annoncé. Spaces décrit la même souplesse en termes généraux, précisant que les clients « can choose how and when your mail is sent in Montréal, ad hoc, weekly, or monthly, » et que les colis sont « forwarded anywhere worldwide » (www.spacesworks.com).
- **L'inscription au répertoire du hall et un service d'accueil**, pour diriger adéquatement les clients qui se présentent sur place ou les coursiers; Davinci facture ce service séparément sous la rubrique « Lobby Listing - One-time setup fee: \$165.00 + \$65.00/month » (www.davincivirtual.com).
- **La réponse téléphonique**, une ligne de réception avec personnel ou automatisée qui répond au nom de l'entreprise. Ashanti propose un service téléphonique distinct à partir de 279 \$ par mois, précisément parce qu'il nécessite une réceptionniste formée plutôt qu'un commis au courrier (ashantibusiness.com). Les guides tarifaires du secteur désignent systématiquement ce facteur de coût comme le principal écart entre un forfait d'adresse seulement et un forfait de services complets, puisque la réception avec personnel nécessite des employés formés disponibles pendant les heures d'ouverture, plutôt qu'une gestion automatisée du courrier.

- **Des crédits de location de salles de réunion et de bureaux à la journée**, qui permettent au titulaire du bureau virtuel de recevoir des clients ou une équipe sur place à l'occasion. Swivl inclut « 4 hours of conference room access per month » dans son abonnement de deuxième niveau et ajoute à son forfait de base un rabais sur la location d'espaces flexibles supplémentaires (swivl.ca).

Pour les utilisateurs qui finissent par avoir besoin d'un poste de travail chaque jour plutôt que d'un accès ponctuel, la suite logique est un abonnement à un espace de travail partagé. L'emplacement de 2727 Coworking à Griffintown, situé « in front of the Canal Lachine Park », propose des postes non attitrés à 300 \$ par mois, des postes attitrés à 450 \$ et des bureaux privés pour une personne à 600 \$, jusqu'à un bureau pour dix personnes à 3 000 \$. Tous les niveaux comprennent l'accès à l'immeuble 24/7, une salle de conférence en libre accès, une cuisine entièrement équipée et Internet gigabit. Les documents de sa visite virtuelle présentent des « private offices » pour des « teams of 1-10 people, » situés « steps from Charlevoix metro and the Canal Lachine ». C'est un point de repère utile pour comparer un abonnement limité au courrier et à l'adresse au coût d'un passage à un poste de travail physique.

Le cadre juridique : immatriculer et exploiter une entreprise à une adresse virtuelle au Québec

La question la plus déterminante pour quiconque envisage un bureau virtuel à Montréal est de savoir si l'adresse obtenue répondra aux règles d'immatriculation des entreprises du Québec et du Canada. La réponse dépend largement de la forme juridique.

Entreprises individuelles

Au Québec, la plupart des entreprises, y compris les entreprises individuelles exploitées sous un nom autre que le nom légal de leur propriétaire, doivent s'immatriculer auprès du Registraire des entreprises : les règles précisent qu'une déclaration d'immatriculation est exigée des « natural persons who operate a sole proprietorship in Québec under a name that does not include their first and last names » (www.quebec.ca). Un point essentiel : dans sa propre description de l'« adresse du domicile » d'un entrepreneur individuel, le REQ précise que « for natural persons operating a sole proprietorship, this is their home address » (www.quebec.ca). Celle-ci est distincte des champs « adresse professionnelle » ou « adresse du domicile élu », ce dernier étant défini comme l'« address of the person mandated to receive enterprise documents for the purposes of the Act respecting the legal publicity of enterprises » (www.quebec.ca). En pratique, cela signifie qu'un entrepreneur individuel peut déclarer un bureau virtuel comme « adresse professionnelle » ou comme domicile élu pour recevoir la correspondance officielle, ce qui évite d'afficher son adresse résidentielle au registre public. Toutefois, le champ du domicile sous-jacent d'une personne physique demeure lié à sa résidence réelle plutôt qu'à une boîte postale louée. Le registre est sans équivoque sur un point concernant cette adresse professionnelle : « it is not possible to provide a P.O. box as a business address » (www.quebec.ca). C'est précisément pourquoi les fournisseurs de boîtes postales virtuelles insistent sur le fait qu'ils fournissent « a real street address, » plutôt qu'un numéro de case (cbandmailbox.com).

Personnes morales

Pour les entreprises constituées en société sous le régime provincial ou fédéral, l'exigence porte sur le siège de la société plutôt que sur un domicile personnel. Le registre du Québec définit ainsi cette adresse pour les personnes morales : « Adresse du domicile. For legal persons, this is the address of the head office » (www.quebec.ca). Au fédéral, Corporations Canada exige que chaque entreprise constituée en société « have a registered office address, » où « official documents will be served on the corporation, » et avertit les fondateurs de « choose an address where you will be sure to receive any documents sent there since, legally, they will be assumed to have been received by the corporation » (ised-isde.canada.ca). Aucun des deux organismes n'exige que le siège soit un local loué et doté de personnel; une adresse de bureau virtuel surveillée, où le courrier est reçu et réexpédié de manière fiable, satisfait à cette exigence. C'est précisément pourquoi les discussions en ligne sur la constitution en société avec une adresse virtuelle concluent que « you can incorporate with a virtual address. It just needs to be a Canadian mailing address where gov mail can reliably reach you » (www.reddit.com). Une nuance soulevée dans cette même discussion mérite toutefois une réserve : les livres de procès-verbaux constituent des documents juridiques distincts de l'adresse du siège. Bien que la plupart soient maintenant conservés sous forme numérique, un participant a prévenu que « for physical minute book storage a virtual address is not suitable, » de sorte qu'il faut confirmer auprès d'un conseiller juridique ou du fournisseur de bureau virtuel comment seront conservés les documents physiques de la société, s'il y en a (www.reddit.com).

Droits d'immatriculation

Le Registraire des entreprises du Québec publie son barème complet de droits dans le document annuel « Tarifs et modalités de paiement » (RE-101), en vigueur le 1er janvier 2026. Celui-ci fixe les droits habituels de déclaration d'immatriculation à 41,00 \$ pour une personne physique en traitement régulier (61,50 \$ en traitement prioritaire), comparativement à 397,00 \$ pour une personne morale à but lucratif ou une fiducie (595,50 \$ en traitement prioritaire) et à 63,00 \$ pour une société de personnes (cdn-contenu.quebec.ca). Au fédéral, la constitution en société en ligne auprès de Corporations Canada coûte « \$200 (online) » (ised-isde.canada.ca), un montant confirmé indépendamment par un service canadien de constitution en société, qui indique que « federal corporations have a government incorporation fee of \$200 » (www.corpcentre.ca).

Immatriculation d'entreprises extraprovinciales et étrangères

Les entreprises établies à l'extérieur du Québec, ou même à l'extérieur du Canada, doivent d'abord répondre à une question supplémentaire : le simple fait d'utiliser un bureau virtuel à Montréal entraîne-t-il une obligation d'immatriculation au Québec? Les indications du gouvernement répondent à cette question au moyen d'un critère fondé sur les activités plutôt que sur la présence physique. Une entreprise est considérée comme exerçant une activité au Québec, et donc assujettie à l'immatriculation, dans plusieurs circonstances, notamment simplement parce que « it possesses a Québec address » ou parce que « it or its representative possess an establishment or post office box in Québec » (www.quebec.ca). En pratique, cela signifie qu'une entreprise d'une autre province ou de l'étranger qui adopte une adresse virtuelle à Montréal pour renforcer sa crédibilité s'est vraisemblablement créé, par ce seul geste, une obligation d'immatriculation au Québec qu'elle n'aurait pas eue autrement. Cette nuance échappe à de nombreux nouveaux acheteurs, qui présument qu'une

adresse virtuelle est un choix purement cosmétique. Les discussions en ligne sur des arrangements semblables ailleurs au Canada font écho à cette réalité pratique : un participant à un forum sur la petite entreprise a recommandé les chaînes nationales de services postaux comme option viable pour une adresse au registre, indiquant que « the UPS Stores are generally a good option », puisque les organismes de réglementation comme l'Agence du revenu du Canada « basically just need a physical address » où le courrier est reçu de manière fiable (www.reddit.com). Les règles du Québec prévoient également une exemption réciproque limitée pour certaines personnes morales domiciliées en Ontario : leurs droits d'immatriculation peuvent être supprimés dans des conditions précises liées à la loi régissant leur constitution, sans toutefois les soustraire à l'obligation de s'immatriculer si elles exercent par ailleurs une activité au Québec.

Inscription aux fichiers des taxes de vente

Une adresse de bureau virtuel ne change rien à l'obligation d'une entreprise de s'inscrire aux fichiers des taxes à la consommation une fois les seuils de revenus dépassés. Revenu Québec exige l'inscription aux fichiers de la TPS et de la TVQ lorsque les « total worldwide taxable supplies... exceed \$30,000 in a given calendar quarter or in the four preceding calendar quarters » (www.revenuquebec.ca). Ce seuil de « petit fournisseur » s'applique de la même façon, que l'entreprise soit exploitée depuis un bureau à domicile, une adresse virtuelle ou un local commercial loué.

Choisir un fournisseur : mise en place, frais cachés et considérations pratiques

Choisir un fournisseur de bureau virtuel à Montréal ne se limite pas à comparer les prix mensuels annoncés. Les facteurs suivants ont une incidence importante sur le coût total et sur l'adéquation du service aux besoins.

Conditions du contrat et mise en place

De nombreux fournisseurs établis exigent un engagement de plusieurs mois; les offres montréalaises de Davinci Virtual indiquent « Minimum 6 month term applies » pour la plupart des établissements partenaires (www.davincivirtual.com). Les exploitants spécialisés en boîtes postales virtuelles ont plutôt tendance à offrir une formule flexible au mois, contrairement aux contrats de location de plusieurs mois exigés par Postes Canada pour son produit comparable de case postale. Dans l'ensemble du secteur, les contrats plus longs donnent généralement droit à un rabais, précisément parce qu'ils assurent des revenus aux fournisseurs; c'est pourquoi les forfaits au mois sont presque toujours plus chers que les engagements annuels. La mise en place elle-même est simple chez les différents fournisseurs : choisir une adresse et un forfait, signer une entente de services en vérifiant la durée minimale et le préavis de résiliation, puis fournir une pièce d'identité délivrée par un gouvernement. Postes Canada impose la même exigence pour son produit comparable de case postale et demande aux locataires de « bring government-issued photo ID » (www.canadapost-postescanada.ca).

Frais cachés à surveiller

Les tarifs mensuels de base excluent souvent des suppléments ponctuels ou récurrents, et c'est là que les prix annoncés peuvent s'écarter considérablement de la facture mensuelle réelle. À son emplacement de la tour IA, Davinci ajoute au forfait de base des frais intitulés « Mail Pick Up Fee (required for mail pick up) - \$13.00/month » (www.davincivirtual.com). Son offre de la rue Metcalfe facture « Personal Suite Number - \$20.00/month » pour une fonctionnalité que certains concurrents incluent gratuitement (www.davincivirtual.com). Alliance Virtual Offices répertorie plusieurs catégories de frais cachés à vérifier avant de signer, notamment les frais de mise en place ou d'activation « (\$50 to \$200) », facturés par certains fournisseurs et annulés par d'autres (www.alliancevirtualoffices.com), les frais de réexpédition par envoi une fois le volume inclus dans le forfait dépassé, les frais de salle de réunion au-delà de l'allocation prévue et les pièges des tarifs de lancement, où un tarif promotionnel pour le premier trimestre triple discrètement après la période d'essai. Il faut demander un total mensuel tout compris, incluant les taxes et les frais par envoi ou par heure, avant de comparer les fournisseurs uniquement sur la base du prix annoncé.

Prestige de l'adresse et quartier

Les adresses du centre-ville, du Vieux-Montréal et du Mile End coûtent généralement plus cher que celles des secteurs périphériques. Ashanti met explicitement de l'avant le prestige de son adresse dans le Vieux-Montréal, se présentant comme offrant le prestige d'une adresse commerciale reconnue, tandis que Nuage B positionne son emplacement de Saint-Henri comme une solution moins coûteuse près du centre-ville, plutôt que dans le cœur commercial lui-même. Cela reflète le principe général de tarification selon lequel l'emplacement est le principal facteur déterminant du prix d'un bureau virtuel dans l'ensemble du secteur : une adresse de choix au centre-ville entraîne un supplément par rapport à un service équivalent dans un quartier secondaire, à Montréal comme dans les grands marchés nord-américains.

Délai d'activation habituel

La plupart des abonnements de bureau virtuel à Montréal sont activés rapidement une fois les pièces d'identité et le paiement reçus : souvent en un à deux jours ouvrables pour un forfait d'adresse seulement, et un peu plus longtemps pour les forfaits comprenant un numéro de téléphone local réservé, puisque la [portabilité du numéro](#) et la mise en place du service de réception nécessitent une coordination supplémentaire. Les personnes qui ont besoin de l'adresse avant de déposer des documents au REQ ou à Corporations Canada devraient confirmer explicitement le délai d'activation plutôt que de présumer qu'elle sera disponible le jour même, particulièrement à l'approche des jours fériés ou lorsque le fournisseur accumule du retard pendant la période de pointe des constitutions en société au premier trimestre de l'année civile, alors que de nombreuses entreprises déposent simultanément leurs mises à jour annuelles et leurs nouvelles immatriculations.

Possibilités d'évolution et souplesse

Les entreprises qui prévoient de la croissance devraient vérifier si leur fournisseur de bureau virtuel propose des laissez-passer d'une journée ou un accès à prix réduit à un espace de travail partagé. Swivl inclut un « 30% discount on all Flex Space rentals » dans son abonnement virtuel, précisément pour que les membres puissent passer au travail en personne sans changer de fournisseur (swivl.ca). Regus annonce pour sa part que les clients peuvent transférer leur adresse virtuelle entre ses centres « at no extra cost, » en précisant que « if you need to move your address to another center, we'll do this for you at no extra cost » (www.regus.com). C'est une possibilité à confirmer auprès des petits fournisseurs indépendants avant de signer un contrat à plus long terme.

Analyse des données et éléments probants

Le *tableau 1* ci-dessous résume les prix mensuels annoncés sur le marché montréalais des adresses d'affaires et des bureaux virtuels, tirés des pages de tarification des fournisseurs consultés en juillet 2026.

Fournisseur	Prix de départ (\$/mois)	Niveau supérieur annoncé	Services inclus	Durée minimale
Instant Offices (agrégateur)	40 \$ (www.instantoffices.com)	139 \$/mois (www.instantoffices.com)	Adresse, réception du courrier, selon l'immeuble	Selon le centre
Davinci Virtual	60 \$ US/mois (www.davincivirtual.com)	197 \$ US/mois	Adresse, accueil dans le hall, services de courrier en supplément	6 mois
Nuage B	79 \$/mois (nuage-b.com)	79 \$/mois (un seul niveau)	Adresse, réexpédition du courrier, numérisation du courrier, accès à une salle de réunion	Aucune durée annoncée
Ashanti Business Center	139 \$/mois (ashantibusiness.com)	279 \$/mois (service téléphonique)	Adresse, réponse aux appels, accès au réseau	Non précisée
Swivl	69 \$/mois (annuel) (swivl.ca)	109 \$/mois	Boîte postale, numérisation, salle de réunion 4 h/mois	Options mensuelle, semestrielle ou annuelle
Regus (IWG)	3 \$/jour (www.regus.com)	Virtual Office Plus (adresse + téléphone + journées d'accès à un espace de travail)	Adresse, accès au réseau mondial (4 000+ emplacements)	6+ mois pour le meilleur tarif
Spaces (IWG)	3 \$/jour (www.spacesworkspaces.com)	Business Address à 10 \$/personne/jour	Adresse, réexpédition du courrier, réponse téléphonique	Au mois ou 6+ mois

Fournisseur	Prix de départ (\$/mois)	Niveau supérieur annoncé	Services inclus	Durée minimale
C-Band Mailbox	4,99 \$ CA/mois (cbandmailbox.com)	Aucun niveau distinct sur cette page	Adresse réelle, numérisation, réexpédition, colis de tous les transporteurs	Au mois
Case postale de Postes Canada	69 \$/3 mois (www.canadapost-postescanada.ca)	Cases de plus grande taille, prix sur demande	Numéro de case seulement; aucune adresse municipale	3-12 mois
2727 Coworking (poste de travail physique, à titre comparatif)	300 \$/mois (poste non attitré)	3 000 \$/mois (bureau pour 10 personnes)	Accès 24/7, Internet gigabit, salle de conférence gratuite	Non précisée

Cette comparaison révèle une segmentation claire : les services spécialisés de boîte postale virtuelle (C-Band, le forfait de base de Swivl) affichent des prix inférieurs à ceux des fournisseurs généralistes de bureaux virtuels pour la seule combinaison adresse et courrier. Les exploitants multinationaux comme Regus et Spaces misent moins sur le tarif quotidien annoncé que sur l'étendue de leur réseau, puisqu'un client de Regus peut « join the largest network of businesses addresses globally, with over 4000 locations in over 100 countries » (www.regus.com). Les exploitants spécialisés présents uniquement à Montréal, comme Ashanti et Nuage B, se situent entre les deux : ils compensent l'échelle de leur réseau par une adresse locale soigneusement choisie et, dans le cas d'Ashanti, par un abonnement de type club de réseautage présenté comme un avantage plutôt que comme un simple service administratif. La fourchette globale citée par MatchOffice pour le marché montréalais, « \$30 to \$350 per month » (www.matchoffice.com), englobe essentiellement tous les fournisseurs du tableau 1.

Le *tableau 2* ci-dessous compare les quatre solutions courantes de courrier et d'adresse au Canada selon les caractéristiques les plus importantes pour la conformité et la commodité.

Caractéristique	Case postale de Postes Canada	Boîte postale virtuelle	Bureau virtuel complet
Véritable adresse municipale	Non, numéro de case seulement	Oui	Oui
Acceptée comme adresse au REQ	Pas comme adresse professionnelle ou d'établissement; aucun texte ne l'interdit comme adresse du siège d'une société	Généralement acceptée	Généralement acceptée
Réception de colis	Postes Canada seulement	Tous les transporteurs	Tous les transporteurs (variable)
Numérisation du courrier	Non offerte	Le jour même (selon le fournisseur)	En supplément, p. ex. 50 \$/mois

Caractéristique	Case postale de Postes Canada	Boîte postale virtuelle	Bureau virtuel complet
Accès à une salle de réunion	Non	Rarement	Oui, souvent inclus ou à tarif réduit
Prix de départ habituel	69 \$/3 mois	De 4,99 \$ à 25 \$/mois	De 79 \$ à 300+ \$/mois
Engagement minimal	3-12 mois	Au mois	Souvent 6+ mois

Les données sources du tableau 2 proviennent de la même comparaison que C-Band Mailbox publie entre son propre produit et une case de Postes Canada, où l'entreprise indique que « Canada Post PO Boxes start around \$15-\$25 CAD/month depending on size and location », comparativement à son propre tarif de départ de « \$4.99 CAD/month » (cbandmailbox.com). Sur le plan pratique, le tableau 2 montre que les cases postales demeurent viables uniquement pour la correspondance personnelle ou à faible enjeu; toute entreprise qui doit satisfaire aux exigences d'adresse du REQ ou de Corporations Canada, ou qui souhaite afficher une adresse crédible auprès de ses clients, a besoin au minimum d'une boîte postale virtuelle et, pour les activités en contact avec la clientèle, d'un bureau virtuel complet.

Au-delà de Montréal, ce modèle d'entreprise axé sur l'adresse et connexe au cotravail se retrouve dans les autres grands marchés canadiens. La base de données d'entreprises de poidata.io classe la Colombie-Britannique et l'Alberta comme les plus grands marchés provinciaux du cotravail après l'Ontario et le Québec, avec respectivement 207 et 110 entreprises recensées (www.poidata.io). Spaces, la marque sœur de Regus au sein d'IWG axée sur le cotravail, illustre comment un même fournisseur peut tarifier une simple adresse d'affaires et un poste attitré dans un espace doté de personnel sur des bases entièrement différentes au sein d'une même gamme de produits : son produit d'adresse d'affaires à Montréal est affiché à partir de « \$10Per person per day », tandis que son produit de poste attitré est affiché au même tarif quotidien par personne. Cela reflète la faible distinction qu'IWG établit, au premier niveau de son offre, entre les services d'adresse seulement et l'accès à un poste dans un espace doté de peu de personnel (www.spacesworks.com). Quant à la taille du marché, Market Research Future estime le marché mondial des bureaux virtuels à « 22.79 USD Billion in 2024, » et prévoit une croissance « from 24.58 USD Billion in 2025 to 52.29 USD Billion by 2035, exhibiting a compound annual growth rate (CAGR) of 7.84% » (www.marketresearchfuture.com). Ce rapport constate également que les services de bureau virtuel hébergés demeurent le plus grand segment en matière de revenus, décrivant le « Hosted Virtual Office segment » comme « the dominant player in the Virtual Office Market » (www.marketresearchfuture.com). Il désigne par ailleurs les produits de type cotravail comme le segment à la croissance la plus rapide, et les petites et moyennes entreprises comme la clientèle dominante. À l'échelle locale, le marché montréalais du cotravail, qui sert de référence pour tarifier de nombreuses options complémentaires aux bureaux virtuels, affiche un loyer commercial moyen de 28 \$ le pied carré et un prix moyen de 280 \$ par mois pour un poste non attitré, selon le modèle de marché d'Easy Space (easyspace.app). Ces chiffres correspondent dans l'ensemble à l'offre de 2727 Coworking, qui affiche un prix de 300 \$ pour un poste non attitré. Selon le même modèle, l'infrastructure Internet qui soutient le travail à distance et hybride dans la ville offre une vitesse moyenne de 190 Mbit/s (easyspace.app). À l'échelle

nationale, l'Ontario et le Québec représentent ensemble la majorité de l'offre canadienne de cotravail : la base de données d'entreprises de poidata.io recense « 480 businesses and 314 businesses, respectively » sur un total national de 1 448 (www.poidata.io).

Études de cas et exemples concrets

Entrepreneure individuelle à domicile qui s'immatricule au REQ (exemple hypothétique)

Prenons le cas d'une graphiste autonome qui exerce ses activités sous un nom commercial à Montréal. Selon les règles du REQ, elle doit produire une déclaration d'immatriculation parce qu'elle exerce ses activités « under a name that does not include their first and last names » (www.quebec.ca). Plutôt que d'inscrire son adresse résidentielle au registre public, elle s'abonne à un service d'adresse virtuelle de 79 \$ par mois à Saint-Henri, utilise cette adresse comme domicile élu pour recevoir la correspondance officielle et paie les droits habituels d'immatriculation au REQ de 41,00 \$ pour une personne physique (nuage-b.com) (cdn-contenu.quebec.ca). L'adresse de son domicile réel demeure celle de sa résidence, conformément à la définition du REQ pour les entrepreneurs individuels, mais son adresse de correspondance publique ne figure jamais dans les dossiers visibles par les clients.

Fondatrice d'un commerce électronique d'une autre province qui constitue une société au fédéral (exemple hypothétique)

Une fondatrice d'entreprise de commerce électronique établie en Ontario souhaite créer une société constituée au fédéral ayant une présence reconnue au Québec afin d'accéder à certains partenariats de distribution. Elle constitue sa société au fédéral en ligne pour 200 \$ auprès de Corporations Canada (ised-isde.canada.ca) et désigne un bureau virtuel montréalais comme adresse du siège, puisque Corporations Canada exige seulement que l'adresse permette de recevoir de manière fiable les documents qui « legally... will be assumed to have been received by the corporation » (ised-isde.canada.ca). Elle choisit une offre de Davinci Virtual comprenant la numérisation du courrier afin de recevoir les documents par voie numérique, peu importe où elle se trouve.

Petit cabinet-conseil qui passe d'une adresse virtuelle à un abonnement de cotravail (exemple hypothétique)

Un cabinet-conseil de deux personnes commence par une adresse à 139 \$ par mois chez Ashanti Business Center pour établir sa crédibilité auprès de ses clients tout en travaillant à distance. À mesure que le cabinet grandit et qu'il a besoin de rencontres occasionnelles en personne avec ses clients, il ajoute l'accès aux « elegant meeting rooms » d'Ashanti, offertes aux abonnés du bureau virtuel (ashantibusiness.com). Puis, lorsqu'un accès quotidien à un poste de travail devient nécessaire, il passe à un poste attitré chez un exploitant d'espace de travail partagé de Griffintown pour 450 \$ par mois. Cet exemple illustre le parcours habituel d'une entreprise qui mûrit, passant d'une simple adresse à un espace de travail physique complet.

Retraité migrateur et professionnel en déplacement utilisant une boîte postale virtuelle

Au-delà des sociétés constituées, les personnes qui voyagent beaucoup comptent aussi sur les boîtes postales virtuelles de la région de Montréal. Comme le décrit un témoignage de client de C-Band Mailbox, un retraité « spending winters in the US » avait besoin d'accéder à distance à son courrier canadien, parce qu'une case postale était « useless » pendant ses voyages, puisqu'il devait demander à des voisins d'aller la vérifier; une boîte postale virtuelle, elle, « scans and forwards everything » (cbandmailbox.com). Ce cas souligne que les services d'adresse virtuelle du marché montréalais et québécois répondent autant aux besoins des particuliers qu'à ceux des entreprises, et pas uniquement à l'immatriculation officielle des sociétés.

Incidences et perspectives

Plusieurs forces structurelles devraient maintenir une forte demande de bureaux virtuels à Montréal pendant le reste de la décennie. Premièrement, le taux d'inoccupation national des bureaux au Canada est demeuré stable à 18,1 % au premier trimestre de 2026, JLL rapportant que « most markets see vacancy fall, including Montreal's first quarterly vacancy decrease since 2020 » (www.jll.com). Cela laisse croire que les propriétaires et les exploitants d'espaces flexibles continueront de se livrer une vive concurrence sur les prix pour attirer précisément les locataires à faible besoin de superficie auxquels s'adressent les bureaux virtuels et les postes de travail partagés, même si le marché montre les premiers signes d'un resserrement. Deuxièmement, les projections de croissance sectorielle de Market Research Future indiquent une expansion continue de la catégorie des bureaux virtuels jusqu'en 2035, à un taux de croissance annuel composé de 7,84 % (www.marketresearchfuture.com). Cette projection concorde avec l'observation plus générale de JLL selon laquelle, à l'exception de Calgary et d'Ottawa, « all major markets » au Canada « are now seeing a downward trend in vacancy » (www.jll.com). Cela laisse entrevoir un resserrement graduel, plutôt qu'un assouplissement, des conditions de concurrence pour les acheteurs d'espaces flexibles à moyen terme, même si le taux d'inoccupation absolu demeure élevé par rapport aux niveaux historiques.

Troisièmement, le cadre réglementaire québécois n'a pas évolué vers une restriction des adresses virtuelles; au contraire, les règles publiées par le REQ lui-même permettent cette pratique en distinguant le domicile privé d'une personne physique de son adresse professionnelle ou de son domicile élu, tout en exigeant seulement que les documents puissent parvenir à l'entreprise de façon fiable. Quatrièmement, le marché se divise entre des spécialistes de la boîte postale virtuelle à faible coût, conçus d'emblée pour le numérique et facturant moins de 10 \$ par mois, et des exploitants de services complets regroupant adresse, réception et espace de travail. Cette division devrait s'accroître à mesure que les acheteurs affinent leur choix pour obtenir séparément les services précis dont ils ont besoin, plutôt que d'opter par défaut pour un forfait complet comprenant des minutes de réponse téléphonique ou des heures de salle de réunion qu'ils n'utiliseront pas.

Les entreprises qui évaluent les fournisseurs devraient s'attendre à ce que cette segmentation se poursuive. Pour être pertinentes, les comparaisons de prix doivent donc préciser le niveau de service — adresse seulement, adresse et courrier, ou services complets — puisque les prix mensuels annoncés sur le marché montréalais couvrent près de deux ordres de grandeur, d'environ 5 \$ à 350 \$ par mois (www.matchoffice.com),

selon l'ensemble des services inclus. Pour la suite, les modes de travail hybrides et la croissance continue du commerce électronique et des cabinets-conseils à une seule personne au Québec laissent croire que la demande continuera de favoriser des produits d'adresse et de courrier flexibles et offerts séparément, plutôt que les baux de bureaux traditionnels à long terme. Ce sera particulièrement le cas aux premiers stades de la vie d'une entreprise, avant qu'elle ait besoin de l'accès quotidien à un poste de travail que procurent un abonnement de cotravail ou un bureau privé complet.

Foire aux questions (FAQ)

Est-il légal d'utiliser un bureau virtuel pour immatriculer une entreprise à Montréal? Oui, avec des réserves propres à chaque forme juridique. Les entreprises constituées en société peuvent utiliser un bureau virtuel comme adresse du siège, puisque l'exigence se limite à ce que les documents juridiques y soient reçus de façon fiable (ised-isde.canada.ca). Les entrepreneurs individuels peuvent utiliser une adresse virtuelle comme adresse professionnelle ou comme domicile élu, mais le champ sous-jacent du domicile au REQ pour une personne physique demeure celui de leur résidence (www.quebec.ca).

Puis-je utiliser une case postale comme adresse d'affaires à Montréal? Généralement, non. Pour l'adresse professionnelle d'une personne physique, le registre des entreprises du Québec indique que « it is not possible to provide a P.O. box as a business address » (www.quebec.ca). La plupart des banques, des places de marché et des registres appliquent la même règle, ce qui explique pourquoi les fournisseurs de boîtes postales virtuelles mettent précisément de l'avant une véritable adresse municipale plutôt qu'un numéro de case.

Quelle est l'option de bureau virtuel la moins chère à Montréal? Les services limités à la boîte postale virtuelle sont les moins coûteux, avec des forfaits de départ à moins de 10 \$ par mois, tandis qu'Instant Offices affiche plusieurs options montréalaises d'adresse seulement à 40 \$ par mois (www.instantoffices.com). Les personnes au budget serré devraient vérifier si ces prix de départ comprennent la numérisation du courrier ou seulement sa réception, et surveiller les frais de mise en place et les frais par envoi qui peuvent s'ajouter au tarif de base, comme l'explique la section sur les frais cachés ci-dessus.

Combien coûte une boîte postale virtuelle à Montréal? Les abonnements spécialisés de boîte postale virtuelle sur le marché canadien dans son ensemble vont d'environ 4,99 \$ à 89 \$ par mois selon les fonctionnalités et le fournisseur, comparativement à une case postale de Postes Canada offerte à partir d'environ « \$69 for 3 months » (www.canadapost-postescanada.ca).

Dois-je m'inscrire aux fichiers de la TVQ et de la TPS si j'utilise seulement un bureau virtuel?

L'inscription dépend des revenus, et non du type d'adresse. Dès que le total des fournitures taxables dépasse 30 000 \$ sur quatre trimestres civils consécutifs, l'inscription aux fichiers de la TPS et de la TVQ est obligatoire, que l'entreprise soit exploitée depuis un bureau à domicile, une adresse virtuelle ou un local loué (www.revenuquebec.ca).

Un espace de travail partagé est-il la même chose qu'un bureau virtuel? Non, même si les deux sont souvent regroupés ou proposés comme étapes d'évolution. Un bureau virtuel fournit une adresse et des services de courrier sans exiger de présence physique, tandis que le cotravail, tel que le proposent des

exploitants comme 2727 Coworking, offre des postes non attitrés, des postes attitrés et des bureaux privés à partir de 300 \$ par mois pour une utilisation quotidienne sur place. De nombreux fournisseurs, dont Swivl et Spaces, vendent les deux et offrent un accès à tarif réduit d'un service à l'autre.

Combien coûte la constitution d'une entreprise qui utilisera un bureau virtuel à Montréal? La constitution en société au fédéral coûte 200 \$ en ligne auprès de Corporations Canada (ised-isde.canada.ca), tandis que le certificat de constitution du Québec coûte 397,00 \$ en traitement régulier (63,00 \$ correspond aux droits d'immatriculation d'une société de personnes) (cdn-contenu.quebec.ca); l'abonnement au bureau virtuel constitue lui-même un coût mensuel récurrent distinct, qui s'ajoute à ces droits de dépôt ponctuels.

Puis-je ouvrir un compte bancaire d'entreprise avec une adresse de bureau virtuel à Montréal?

Généralement, oui, à condition que la banque puisse vérifier de façon indépendante l'immatriculation de l'entreprise. Puisqu'une adresse de bureau virtuel peut satisfaire à la fois aux exigences d'adresse professionnelle du REQ et à l'exigence d'adresse du siège de Corporations Canada, la plupart des banques canadiennes l'acceptent comme adresse officielle de l'entreprise une fois le NEQ (numéro d'entreprise du Québec) ou le numéro de société fédérale attribué (www.quebec.ca). Les banques peuvent toutefois demander une vérification d'identité supplémentaire du propriétaire de l'entreprise à titre personnel, indépendamment de l'adresse elle-même.

Existe-t-il des options gratuites de bureau virtuel à Montréal? Il n'y a pas d'options véritablement gratuites, même si plusieurs fournisseurs proposent des promotions offrant le premier mois gratuit pour attirer de nouveaux abonnés; Nuage B, par exemple, annonce « First Month FREE! » pour son forfait d'adresse prestigieuse à Saint-Henri, avant de revenir à son tarif mensuel habituel de 79 \$ (nuage-b.com). Il faut toujours établir son budget en fonction du tarif de renouvellement habituel plutôt que du prix promotionnel.

Conclusion

Le marché montréalais des bureaux virtuels offre une réelle souplesse à presque tous les prix, d'une boîte postale numérique à 4,99 \$ par mois à une adresse prestigieuse au centre-ville à 300 \$ par mois avec réception et salles de réunion. Cette fourchette est corroborée de façon indépendante par l'estimation nationale d'Alliance Virtual Offices, de 49 \$ à 300 \$ par mois, et par celle de MatchOffice pour Montréal, de 30 \$ à 350 \$ par mois. L'assise juridique de l'utilisation de ces services est solide pour les entreprises constituées en société, dont l'exigence relative au siège est satisfaite par toute adresse où le courrier est reçu de manière fiable. Elle est également applicable aux entrepreneurs individuels, avec quelques réserves mineures, puisque leur adresse résidentielle demeure leur domicile officiel même lorsqu'une adresse virtuelle sert à la correspondance quotidienne. La règle stricte la plus claire est plus limitée qu'on le prétend souvent : une case postale ne peut pas servir d'adresse professionnelle à une personne physique ni, à elle seule, d'adresse d'établissement au REQ, ni d'adresse du siège au fédéral; aucun texte québécois ne l'interdit comme adresse du siège d'une société, mais celle-ci doit y conserver ses livres ou les rendre accessibles ailleurs au Québec.

Il faut considérer les prix mensuels annoncés avec prudence tant que le contenu réel du forfait n'est pas confirmé : le service d'adresse de base, la numérisation du courrier, sa réexpédition, la réponse téléphonique et l'accès aux salles de réunion sont souvent tarifés et vendus séparément. La durée minimale des contrats va d'une formule au mois à six mois ou plus, et les frais cachés de mise en place ou par envoi peuvent faire

grimper sensiblement le coût mensuel réel au-delà du tarif annoncé. Une démarche de comparaison rigoureuse, consistant à demander un total mensuel tout compris, taxes et suppléments inclus, à au moins trois fournisseurs parmi les niveaux adresse seulement, adresse et courrier, et services complets, demeure le moyen le plus fiable d'éviter de payer trop cher des services qu'une entreprise n'utilisera pas réellement. Pour les entreprises qui prévoient des besoins allant au-delà d'une adresse postale, les fournisseurs qui proposent un accès à prix réduit à des postes de travail partagés ou à des bureaux privés, que ce soit dans leur propre réseau ou chez un partenaire comme 2727 Coworking à Griffintown, offrent la meilleure continuité lorsque les besoins passent d'une simple adresse au registre à un espace de travail physique quotidien.

Références

- Registraire des entreprises, Gouvernement du Québec : règles d'immatriculation des entreprises et d'adresse
- Corporations Canada (ISDE) : exigences et droits de constitution en société au fédéral
- Revenu Québec : seuils d'inscription aux fichiers de la TPS et de la TVQ
- Postes Canada : conditions de location des cases postales
- JLL et Market Research Future : taux d'inoccupation des bureaux et taille du marché des bureaux virtuels
- Pages de tarification des fournisseurs : Regus, Spaces, Davinci Virtual, Instant Offices, Ashanti Business Center, Nuage B, Swivl, C-Band Mailbox, Alliance Virtual Offices, MatchOffice, 2727 Coworking

Liens vers les sources

Liens cités dans cet article, dans leur ordre de première apparition. Les adresses complètes sont fournies pour les lecteurs qui utilisent le texte extrait.

1. <https://www.instantoffices.com/en-us/ca/office-space/virtual-office/montreal>
2. <https://www.davincivirtual.com/loc/ca/quebec/montreal-virtual-offices>
3. <https://nuage-b.com/en/prestigious-business-address-lp>
4. <https://ashantibusiness.com/en/virtual-office>
5. <https://www.alliancevirtualoffices.com/virtual-office-blog/virtual-office-costs>
6. <https://www.matchoffice.com/ca/lease/virtual-office/montreal-qc>
7. <https://www.regus.com/en/ca/quebec/montreal/virtual-offices>
8. <https://www.spacesworks.com/en/ca/quebec/montreal/virtual-offices>
9. <https://swivl.ca/virtual-membership>
10. <https://www.quebec.ca/en/businesses-and-self-employed-workers/find-information-about-enterprise/search-enterprise-register/description-information-file>
11. <https://ised-isde.canada.ca/site/corporations-canada/en/business-corporations/how-incorporate-business>
12. <https://ised-isde.canada.ca/site/corporations-canada/en/federal-incorporation>

13. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/registraire_entreprises/RE-101_REQ_Tous_Tarifs_2026_EN.pdf
14. <https://www.revenuquebec.ca/en/businesses/consumption-taxes/gsthst-and-qst/registering-for-the-gst-and-qst>
15. <https://www.poidata.io/index.php/report/coworking-space/canada>
16. <https://www.marketresearchfuture.com/reports/virtual-office-market-26765>
17. <https://www.jll.com/en-ca/insights/market-dynamics/canada-office>
18. https://www.reddit.com/r/SmallBusinessCanada/comments/1nj42ob/on_has_any_incorporated_a_small_online_business
19. <https://easyspace.app/market-data/ca/montreal-quebec>
20. <https://www.canadapost-postescanada.ca/cpc/en/small-business/rent-post-office-box.page>
21. <https://cbandmailbox.com/en/compare/virtual-mailbox-vs-po-box-canada>
22. <https://www.davincivirtual.com/loc/ca/quebec/montreal-virtual-offices/facility-5847>
23. <https://www.quebec.ca/en/businesses-and-self-employed-workers/start-entreprise/register-constitute-enterprise/learn-about-registration/about-registration>
24. <https://www.corpcentre.ca/jurisdictions/federal-canadian>
25. <https://www.davincivirtual.com/loc/ca/quebec/montreal-virtual-offices/facility-3494>
26. <https://autoattendant.io/articles/how-long-does-number-porting-take>

L'ÉDITEUR

À propos de 2727 Coworking

2727 Coworking is a Montreal workspace and business-address provider. We serve people who need a place to focus, meet, run a small business or establish a professional mailing presence. Our website offers English and French information about workspace options and services, alongside educational resources for operating a business in Canada.

A workspace that fits the day

Our workspace options include private offices, day passes and desks, and a conference room. These formats help individuals and teams compare a dedicated office with more flexible ways to work or hold a meeting. Prospective members can explore the virtual tour, review current pricing and book a visit before choosing a workspace.

Business addresses and mail

2727 Coworking provides business-address and virtual-mailbox services. Our resources explain the documents and practical questions involved, including guidance for people outside Canada. Service eligibility, included features, availability and access arrangements should be confirmed on the applicable service page or with our team.

Resources for Canadian small businesses

We publish guides, research and planning tools about workspace decisions, business addresses and starting a business in Canada. Our incorporation research includes information for people inside Canada and abroad, with jurisdiction-specific material to help readers identify the next questions to investigate. These educational resources complement our workspace and address services; they are not individualized legal, tax or immigration advice.

Visit or contact 2727 Coworking

Explore [private offices](#), [day passes and desks](#), [the conference room](#), [business addresses](#) and [virtual mailboxes](#). [Book a visit](#) or [contact the team](#) to discuss your needs.

A business address alone does not establish tax residence, immigration status, banking approval or eligibility for a government program.

Site Web : <https://2727coworking.com>

Cet article est de nature informative. Validez toute décision médicale, juridique, financière, réglementaire ou technique importante auprès de professionnels compétents et des sources primaires citées. Les services de l'entreprise sont décrits séparément des constats de recherche de l'article.